

Du travail productif dans les services non marchands à la garantie de l'emploi : le débat est ouvert

Jean-Marie Harribey

25 septembre 2021

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2021/09/25/du-travail-productif-dans-les-services-non-marchands-a-la-garantie-de-l-emploi-le-debat-est-ouvert>

En hommage à Michel Husson

Depuis presque deux ans maintenant que dure la pandémie de Covid-19, les politiques économiques ont subi, au moins temporairement, un revirement presque complet en soutenant l'économie, en garantissant un certain volume d'emploi, en prenant en charge une bonne part des salaires versés par les entreprises, et en mettant en œuvre des plans de relance. La théorie économique a aussi connu un certain dépoussiérage par ladite Théorie monétaire moderne et la thèse de la garantie de l'emploi. La première a été (re)mise à l'honneur par la publication en français du livre de Stephanie Kelton, *Le mythe du déficit, La théorie moderne de la monnaie et la naissance de l'économie du peuple* (Les Liens qui libèrent, 2020)¹. La seconde a été présentée par Pavlina R. Tcherneva, *La garantie de l'emploi, L'arme sociale du Green-New Deal* (La Découverte, 2021)².

Ces deux livres sont liés. Ils ont en grande partie les mêmes qualités et les mêmes défauts (voir ma recension du livre de Kelton). Le principal reproche fait à la proposition de Tcherneva est de ne concevoir la garantie d'emploi que comme un tampon pour absorber le choc d'une récession et d'une dégradation de l'emploi : « Quand l'économie repartira et que les entreprises se remettront à embaucher, les travailleurs passeront du programme de garantie d'emploi à l'emploi dans le secteur privé » (Tcherneva, p. 57). Il en résulte une non-attribution de statut et de droits sociaux à part entière pour ces travailleurs dont l'emploi est temporairement garanti pour un salaire minimal, tout en faisant courir le risque d'une concurrence que subiraient les emplois salariés normaux.

Je voudrais approfondir un point qui a été soulevé seulement par Clément Carbonnier et Michel Husson dans leurs recensions respectives du livre de Tcherneva.

Carbonnier écrit :

« On peut d'ailleurs s'interroger sur la pertinence du financement monétaire même aux États-Unis où il est possible. L'argument est que la création monétaire finance de nouvelles activités productives qui sont donc des créations de richesse qui a posteriori matérialisent l'augmentation de monnaie. Ce raisonnement fonctionne si la création effective de richesse est marchande. Parmi les types d'emplois évoqués, on retrouve des actions de protection de l'environnement. De telles productions sont bien sûr essentielles et nos sociétés pâtissent de leur insuffisance, mais elles n'augmentent pas la quantité de marchandises (biens et services). Or, la création monétaire pour financer ces emplois augmente le pouvoir d'achat de marchandises des bénéficiaires du programme.

¹ Recension dans J.-M. Harribey, « L'anticipation monétaire des dépenses publiques », 14 mars 2021, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/monnaie/kelton-theorie-monetaire-moderne.pdf>

² Ce livre a été recensé notamment par H. Sterdyniak (<https://blogs.mediapart.fr/les-economistes-atterres/blog/200421/propos-du-livre-de-pavlina-r-tcherneva-la-garantie-d-emploi>), D. Lang et G. Rotillon (<https://blogs.mediapart.fr/les-economistes-atterres/blog/250621/chomage-ou-emploi-garanti-quelle-strategie-preconiser>), C. Carbonnier (<https://legrandcontinent.eu/fr/2021/04/11/la-garantie-de-l-emploi-l-arme-sociale-du-green-new-deal>); M. Husson (<http://alencontre.org/societe/la-garantie-d-emploi-au-milieu-du-gue.html>).

Ainsi, à moins d'espérer un fort effet keynésien classique de relance par la consommation, il est nécessaire que ce gain de pouvoir d'achat de marchandises envers les bénéficiaires se fasse au moins partiellement par transfert et non uniquement par création, c'est-à-dire par une réorientation budgétaire ou fiscale. L'effet global n'en reste pas moins très positif pour l'ensemble de la société, car le programme mobilise de la force de travail inutilisée pour créer du bien-être pour tous (à travers une moindre dégradation environnementale) et pas seulement pour les bénéficiaires (à travers la rémunération et l'estime de soi qu'un emploi décent et utile procure). Mais il ne crée pas pour autant de marchandises supplémentaires donc il est nécessaire de redistribuer le pouvoir d'achat des marchandises. »

Et Husson approuve le raisonnement de Carbonnier :

« Tcherneva ajoute un autre argument: "payer pour la garantie d'emploi, écrit-elle, signifie que la monnaie mise en circulation à travers le programme sera toujours adossée à un travail concret socialement utile". Ce point est très discutable et pose un problème de fond : si les travaux concrets dont il est question sont certes socialement utiles, ils ne créent pas, en tout cas pas tous, de valeur marchande.

La garantie d'emploi ainsi conçue présente donc l'intérêt de "démarchandiser" un certain nombre de produits de l'activité humaine. Mais cela entre en conflit avec la logique capitaliste de la marchandise. Or, Tcherneva, avec sa formule, contourne ou évacue la contradiction entre ces deux logiques. »

Le raisonnement de Carbonnier et de Husson doit être interrogé. S'ils ont raison tous les deux quand ils disent que les travaux qui seront effectués dans le cadre public de garantie d'emploi préconisée par Tcherneva ne créeront pas de « valeur marchande » puisqu'ils ne produiront pas des marchandises, mais des services utiles à la société qui ne seront pas vendus, le problème est de savoir si ces travaux créeront ou non de la valeur (mesurée monétairement, on verra plus loin l'importance de la précision) pour la société, dont la contrepartie réelle sera constituée de services.

Est-il vrai, comme le soutient Carbonnier, que, puisqu'il n'y a pas production de marchandises, le nouveau pouvoir d'achat distribué sous forme de salaires versés aux travailleurs « garantis » se trouve sans vis-à-vis, au point de devoir *redistribuer* celui correspondant à la production de marchandises – on comprend donc : déjà distribués aux salariés du capital – ? Je ne pense pas que ce soit exact, pour trois raisons.

D'abord, on l'a déjà dit, il y a une production réelle de services qui s'ajoute à la production marchande.

Ensuite, le pouvoir d'achat supplémentaire distribué donnera lieu à des impôts supplémentaires prélevés sur la totalité des contribuables et pas seulement sur les salariés du secteur marchand. Des prélèvements qui seront effectués sur un produit total déjà augmenté du produit non marchand.

Enfin, et surtout, il convient de prendre la mesure de l'existence de deux modes de validation sociale de la production dans le capitalisme moderne : d'un côté, la validation par le marché des anticipations capitalistes, c'est-à-dire du travail productif de valeur pour le capital (c'est le fameux « saut périlleux de la marchandise » exprimé par Marx, ou bien les anticipations de débouchés exprimées par Keynes) ; de l'autre côté, la validation par décision politique de faire produire des services monétaires non marchands indispensables à la société, et qui représentent une vraie valeur qui s'ajoute à celle de la production marchande et non pas qui lui est retranchée ($PIB = PIB \text{ marchand} + PIB \text{ non marchand}$). On remet là totalement en cause la version libérale de la sphère non marchande, mais aussi celle véhiculée par le marxisme traditionnel. Et le plus remarquable est que Michel Husson, dans un des derniers textes qu'il ait publiés, écrit, bien qu'ayant jusqu'alors exprimé son désaccord avec la thèse que je soutiens :

« Ce conflit entre deux modes de calcul économique orientés, l'un vers le profit, l'autre vers l'utilité sociale apparaît ici clairement ».

Sous la plume de Michel Husson, ses « deux modes de calcul économique » sont-ils très différents des deux modes de validation sociale théorisés ici ?

Le conflit, la tension comme je l'ai souvent écrit, est évident, mais son évidence signale la virulence de la tentative capitaliste de s'emparer des forces de travail qui lui sont soustraites pour produire de la plus-value. Et Husson poursuit en disant :

« mais les implications n'en sont pas tirées, comme si Tcherneva envisageait là encore une coexistence pacifique durable entre les deux [modes de calcul économique] ».

Cela signifie que la socialisation du coût des services monétaires non marchands doit passer avec succès deux épreuves : celle de la décision éminemment politique de faire produire de l'éducation non marchande, du soin non marchand, etc. ; et celle du consentement à l'impôt qui viendra payer collectivement *a posteriori* les services rendus, après que le supplément de revenu national net a été engendré.

Mais que se passe-t-il *ex ante*, au moment de la décision de valider politiquement la production de services qui ne seront pas des marchandises ? C'est là qu'on retrouve le problème du *financement* préalable de toute production monétaire, qu'elle soit marchande ou non, qui, au niveau macroéconomique, ne peut provenir que d'un accompagnement monétaire de l'anticipation du surplus social qui sera produit, donc accompagnement par une création de monnaie³. On voit alors l'enjeu de la maîtrise collective de cette dernière.

Même si la discussion sur les liens entre travail productif, dépenses publiques et monnaie n'est pas close, des portes ont été rouvertes. Michel Husson en a peut-être entrebâillée une.

³ Que le lecteur me pardonne, ceci est un leitmotiv dans mes livres, notamment dans les deux derniers *Le trou noir du capitalisme, Pour ne pas y être aspiré, réhabiliter le travail, instituer les communs et socialiser la monnaie* (Le Bord de l'eau, 2020) et *En finir avec le capitalovirus, L'alternative est possible* (Dunod, 2021) ; voir aussi mon article « Dans les services non marchands, le travail est productif de valeur », *La Nouvelle Revue du travail*, n° 15, 2019, <https://journals.openedition.org/nrt/6176> ; sur l'anticipation monétaire du surplus social, voir « Karl Marx, Charles Dumont et Édith Piaf : "rien de rien" ou la réalisation monétaire de la production capitaliste », 16 mai 2018, <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2018/05/16/karl-marx-charles-dumont-et-edith-piaf-rien-de-rien-ou-la-realisation-monetaire-de-la-production-capitaliste>. « Dans les pas de la tsarine, Conte monétaire », décembre 2020, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/monnaie/dans-les-pas-de-la-tsarine.pdf>.